

## Le vice-président de l'ANC Kgalema Motlanthe désigné chef de l'Etat

@rib News, 22/09/2008 â€“ Dâ€™s AFP et ReutersLe vice-président du Congrès national africain (ANC, au pouvoir en Afrique du Sud) Kgalema Motlanthe a été désigné lundi 22 septembre président de la République avec pleins pouvoirs en remplacement de Thabo Mbeki, d'ambassadeur, a indiqué le porte-parole du groupe parlementaire. Kgalema Motlanthe "sera le nouveau président, pas un président par intérim, il sera le président de la République (avec pleins pouvoirs) jusqu'aux élections" générales au 2ème trimestre 2009, a déclaré le porte-parole, K. K. Khumalo, à l'issue d'une réunion du groupe parlementaire au Cap.

Un président par intérim n'aurait pu qu'expliquer les affaires courantes du pays. Avec les pleins pouvoirs, Kgalema Motlanthe pourra constituer un vrai gouvernement de transition. Incertitude politiqueLa démission de Mbeki, qui prendra effet à une date qui doit encore être déterminée par les députés sud-africains, marque une nouvelle étape dans la rivalité entre Mbeki et le président de l'ANC, Jacob Zuma, depuis la semaine dernière dans une affaire de corruption. Les proches de Zuma faisaient valoir que Mbeki avait orchestré ces poursuites judiciaires pour lui barrer la voie menant à la présidence. "Je tiens à rappeler que ni le président, ni le gouvernement n'ont tenté d'influencer le travail du ministre public", a affirmé Mbeki dimanche soir. "Je ne suis jamais intervenu pour dire au ministre public qui il devait poursuivre", a-t-il ajouté. En signe de solidarité, plusieurs ministres pourraient imiter Mbeki, qui avait succédé à Mandela en 1999. Parmi les ambassadeurs vraisemblables figure notamment Phumzile Mlambo-Ngcukala, la vice-présidente. Un exode politique massif de ministres pourrait paralyser le gouvernement de transition et contraindre le parlement du Cap, dominé par l'ANC, à se dissoudre et provoquer des élections législatives anticipées. La presse sud-africaine évoque également ce week-end la possibilité d'une scission au Congrès national africain. Zuma et d'autres dirigeants de l'ANC oeuvrent en coulisses à maintenir le gouvernement actuel, où le ministre des Finances Trevor Manuel - respectivement des marchés - a déclaré qu'il resterait, le temps de la transition. "Nous souhaitons que le cabinet reste. Nous serions vraiment heureux si les membres du gouvernement restaient en poste", a déclaré dans ce sens Phosa, le trésorier général du parti. Quoi qu'il en soit, la période politique qui s'ouvre en Afrique du Sud est lourde d'incertitudes. Bien qu'on lui ait reproché d'avoir trop ignoré certaines réalités comme la pauvreté, la criminalité et le sida, Mbeki a présidé à une décennie de croissance soutenue sans précédent dans l'histoire du pays. Zuma est perçu par les investisseurs, inquiets, comme un dirigeant n'ayant pas fait ses preuves, à un moment où la plus grave crise politique jamais connue par l'ANC depuis la fin de l'apartheid, en 1994, vient se greffer sur un ralentissement notable de l'économie. Chef de l'ANC depuis fin 2007, Zuma a beau assurer que les grandes lignes de la politique du gouvernement resteront inchangées, son positionnement à gauche donne des sueurs froides aux marchés. Les investisseurs redoutent qu'il coupe l'ANC de son aile conservatrice et économiquement libérale et renforce le poids des syndicats et du petit mais influent Parti communiste. La scission de l'ANC évoquée par la presse risque d'accentuer leur préoccupation. Selon le Sunday Times, le ministre de la Défense Mosiuoa Lekota, son adjoint Mluleki George et d'autres dirigeants fidèles à Mbeki se réuniront sous peu pour jeter les bases d'un nouveau parti. "Je ne suis pas en mesure d'en parler à ce stade, mais vous en saurez plus dans quelques jours", a déclaré à ce sujet George, interrogé par le quotidien dominical sud-africain. Une scission porterait un rude coup à la toute puissance politique de l'ANC, déjà ébranlée par les rivalités incessantes des dernières années entre partisans de Mbeki et de Zuma, et risquerait d'amener l'ex-mouvement de libération à revenir à ses 'fondamentaux' marxistes des années 1960-70, estiment les analystes. Alors que Mbeki était accusé de laisser les problèmes internationaux pour les feux de la diplomatie internationale, l'ANC de Zuma donnera probablement la priorité à la lutte contre la pauvreté et le chômage, à la redistribution des richesses et à la nationalisation des grandes industries. L'ANC privilégie ses intérêts aux dépens du pays En contraignant le président sud-africain Thabo Mbeki à la démission, la nouvelle direction de l'ANC, le parti au pouvoir depuis la chute de l'apartheid en 1994, privilégie ses propres intérêts aux dépens de ceux du pays, estimait lundi la presse sud-africaine. La décision du comité directeur du Congrès national africain (ANC), samedi, de retirer sa confiance dans le chef de l'Etat à cinq mois d'élections générales n'est "ni dans le meilleur intérêt du pays, ni dans celui du parti dans son ensemble", a critiqué le Business Day. La démission consécutive du président, qui tire sa légitimité du parti et non d'un scrutin direct, constitue "ce que les partisans (du nouveau chef de l'ANC) Jacob Zuma croyaient être la meilleure solution pour accroître ses chances d'éviter le procès pour fraude et corruption, et donc de succéder à Mbeki", ajoute le quotidien des affaires. "La véritable cause d'inquiétude (...) réside dans le fait que l'ANC a placé le parti avant les citoyens, une décision qui va avoir de lourdes conséquences à long terme pour chacun d'entre nous", renchérit le journal populaire The Star. "Plutôt que de faire ce qui aurait été de l'attente et d'attendre que la justice décide de la culpabilité ou de l'innocence de Zuma (...), le parti a renvoyé le président et lancé le pays dans une descente vertigineuse", selon l'éditorialiste du Star. Le comité directeur de l'ANC affirme avoir poussé M. Mbeki à la démission afin de rallier derrière un seul dirigeant une formation profondément divisée depuis que son rival Zuma l'a évincé de la tête du parti en décembre 2007. Il a également justifié sa décision par les "interférences politiques non canoniques par un juge de Pietermaritzburg (sud-est) dans les attendus d'un non-lieu prononcé le 12 septembre dans un procès pour corruption contre M. Zuma. Les partisans du chef de l'ANC ont toujours affirmé que les procédures judiciaires du tribunal zoulou tenaient d'un complot orchestré au plus haut niveau de l'Etat pour barrer à M. Zuma la route de la présidence. La décision démontre en outre que le pouvoir au sein de l'ANC réside désormais chez les puissants alliés de M. Zuma, liant les mains de ce dernier, ajoutent les journaux. "Le parti a montré qu'en cas de crise - et celle-ci est particulièrement sérieuse - le nouvel équipage de camarades n'est pas une force fiable", a critiqué le Star. "Plutôt que d'attendre un peu dans l'intérêt du pays, l'ANC a décidé de faire chavirer le navire". Mais, avertit le quotidien, "quand ils vont reprendre le cap, nous n'avons pas la moindre idée de où ils vont nous mener". Pour le Business Day également, "les tentatives incessantes de l'alliance tripartite (l'ANC est allié au gouvernement avec le parti communiste et la confédération syndicale Cosatu) ont obtenu gain de cause". "Le parti communiste et le Cosatu, notamment, misent sur Zuma depuis des années, il est donc impensable qu'ils ne réagissent pas en retour une norme influence au sein de l'alliance. Zuma

est plus endetté que jamais vis-à-vis d'eux, et cela ne prendra guère de temps avant qu'ils ne réclament leur dû».